

Le gouvernement Ayrault accorde un prêt aux Marocains pour les aider à délocaliser nos emplois

écrit par Christine Tasin | 20 décembre 2012



Les informaticiens sont en colère. Il y a de quoi. Le gouvernement vient d'accorder un [prêt](#) de 150 millions d'euros au Maroc pour développer la zone franche de Casablanca, celle où [travaillent](#) toutes ces voix avec accent que vous entendez quand vous appelez Orange, free et compagnie (c'est aussi le prix à payer par des offres plus qu'avantageuses de téléphone mobile...). Autrement dit, pour financer tous les services informatiques délocalisés de France.

Ayrault-Hollande ne sont pas contents. Il n'y a plus d'industrie en France mais il y a encore trop d'emplois pour ces salauds de privilégiés de Français. Il n'y a pas encore assez de chômage, les Français ne sont pas assez saignés à blanc, ils pourraient refuser de renoncer à la [retraite à 62 ans](#), à la protection sociale qui est la nôtre, aux 35 heures... bref à tout ce que le gouvernement nous prépare pour 2013, sans parler du droit de vote des étrangers.

Alors il faut que ces salauds de privilégiés de Français

soient encore plus endettés sur les marchés internationaux pour que, le poids de la dette aidant et les traités européens nous ligotant, on n'ait plus le choix que d'accepter de devenir une Grèce bis, exsangue et réduite au silence.

Pour cela Ayrault -Hollande ont eu une idée d'une perversité incroyable : emprunter encore plus pour prêter (à fonds perdus, on sait toutes les [dettes annulées](#) par le France) à un pays étranger pour qu'il propose à ses ressortissants un travail dont notre propre gouvernement nous prive, délibérément.

Bien entendu il ne s'agit, une fois de plus, que de participer à l'ultra-libéralisme, prédateur, sauvage, que les « socialistes » ont adopté sans restriction : il faut absolument faciliter la libre circulation des capitaux, des marchandises et des hommes, au nom de la concurrence libre et non faussée. Bien entendu il faut que l'argent public soit mis au service des spéculateurs et investisseurs mondiaux, ceux qui sont un loup pour l'homme.

Alors espérons que la grogne des informaticiens, durement touchés par la crise, la concurrence libre et non faussée (synonyme de délocalisations) entraînera un vrai mouvement de révolte contre ces pratiques indignes.

Christine Tasin